Encadrement du commerce de certains biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la peine capitale, la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

INTERDICTION DE LA PEINE DE MORT ET DE LA TORTURE

Sylvia Preuss-Laussinotte

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/9329>

DOI : 10.4000/revdh.9329

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Sylvia Preuss-Laussinotte , « Encadrement du commerce de certains biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la peine capitale, la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 26 août 2011, consulté le 15 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/9329> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.9329>

Ce document a été généré automatiquement le 15 mai 2020.

Tous droits réservés

Encadrement du commerce de certains biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la peine capitale, la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

INTERDICTION DE LA PEINE DE MORT ET DE LA TORTURE

Sylvia Preuss-Laussinotte

- ¹ Une question parlementaire permet d'attirer l'attention sur un règlement peu connu de l'Union européenne, adopté le 27 juin 2005 (n° 1236/2005) et modifié, concernant le **« commerce de certains biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la peine capitale, la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants »**. L'objectif de ce règlement est d'instaurer des règles communautaires régissant ce type de commerce avec les pays tiers qui *« devraient garantir que les opérateurs économiques communautaires ne tirent aucun profit du commerce qui, soit encourage, soit facilite d'une autre manière la mise en œuvre de politiques dans le domaine de la peine capitale ou de la torture, et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, qui ne soient pas compatibles avec les orientations appropriées de l'Union européenne, avec la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et avec les conventions et traités internationaux. »*. Pour la France, c'est le ministère de l'Économie (direction des douanes) qui est compétent pour cette surveillance.
- ² La liste de ces biens figurant en annexe II et III est intéressante, **notamment les limites qui sont prévues à ces restrictions dans le cadre de l'immobilisation des êtres humains.**

1/° - Liste des biens conçus pour l'exécution d'êtres humains dont l'exportation et l'assistance technique sont interdites (Annexe II) :

- 3 Potences et guillotines ; Chaises électriques conçues pour l'exécution d'êtres humains ; Chambres hermétiques, en acier et en verre par exemple, conçues pour l'exécution d'êtres humains par l'administration d'un gaz ou d'un agent mortel ; Systèmes d'injection automatique conçus pour l'exécution d'êtres humains par l'administration d'un agent chimique mortel. Est également interdite, dans le cadre des **« Biens conçus pour immobiliser des êtres humains »**, les ceinturons à décharge électrique conçus pour immobiliser des êtres humains par l'administration de décharges électriques et ayant une tension à vide supérieure à 10 000 V.
- 4 Au regard de cette liste de l'Annexe II, C. Tasca a posé une question relative à **« des substances chimiques fabriquées au sein de l'Union européenne, comme le thiopenthal sodique (qui) sont exportées dans d'autres pays afin d'y faire appliquer des peines capitales. Ainsi, le Royaume-Uni a-t-il exporté cet anesthésiant vers les États-Unis qui l'ont ensuite utilisé pour l'exécution d'un condamné à mort, le 26 octobre dernier »** tout en notant que ces produits peuvent aussi être utilisés à des fins louables en médecine traditionnelle. Le ministre chargé des affaires européennes a indiqué, que la France **« a signé avec treize autres ministres européens, une lettre adressée au commissaire européen au commerce, en date du 8 avril 2011, demandant à ce que le thiopental sodique soit inscrit dans l'annexe III du règlement n° 1236/2005 du 27 juin 2005 qui liste les produits dont les exportations sont soumises à autorisation préalable au regard de leur utilisation possible dans le cadre de traitements cruels, inhumains ou dégradants »**.

2/° - Liste des biens conçus pour immobiliser des êtres humains (Annexe III) :

- 5 Leur exportation n'est pas interdite mais doit faire l'objet d'une autorisation quand ils sont susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, quelle que soit la provenance de ces biens, sauf pour leur transit. On notera qu'une exception à cette exigence est également prévue lorsque ces biens **« sont utilisés par des personnels militaire ou civil d'un État membre de l'Union européenne et si ces personnels participent à une opération de maintien de la paix ou de gestion de crise de l'Union européenne ou de l'ONU dans le pays tiers concerné, ou à une opération reposant sur des accords conclus entre des États membres et des pays tiers dans le domaine de la défense »** (art.5 – 3° Règlement).
- 6 Les biens soumis à autorisation sont les suivants :
- 7 - Ceinturons à décharge électrique conçus pour immobiliser des êtres humains par l'administration de décharges électriques et ayant une tension à vide supérieure à 10 000 V ; Chaises de contrainte et panneaux équipés de menottes (**« Note : Ce point ne s'applique pas aux chaises de contrainte conçues pour les personnes handicapées »**) ; Fers à entraver, chaînes multiples, manilles et menottes ou bracelets à manille individuels (**« Note: Ce point ne s'applique pas aux «menottes ordinaires». Les menottes ordinaires sont des menottes dont la dimension totale, chaîne comprise, mesurée depuis le bord extérieur d'une**

menotte jusqu'au bord extérieur de l'autre menotte est comprise entre 150 et 280 mm en position verrouillée et qui n'ont pas été modifiées de façon à provoquer une douleur physique ou des souffrances ») ; Poucettes et vis pour les pouces, y compris les poucettes dentelées

- 8 - **dispositifs portatifs conçus à des fins de lutte contre les émeutes ou d'autoprotection, à savoir :** Dispositifs portatifs à décharge électrique, notamment les matraques à décharge électrique, les boucliers à décharges électriques, les armes d'étourdissement et les armes à fléchettes à décharge électrique et ayant une tension à vide supérieure à 10 000 V.
- 9 - **Agents utilisés à des fins de lutte contre les émeutes ou d'autoprotection et équipement portatif de projection associé, à savoir :** Dispositifs portatifs conçus à des fins de lutte contre les émeutes ou d'autoprotection par l'administration ou la projection d'un agent chimique incapacitant (*« Note : Ce point ne s'applique pas aux dispositifs portatifs individuels lorsqu'ils accompagnent leur utilisateur à des fins de protection de celui-ci, même s'ils renferment un agent chimique »*).

*

- 10 **Question écrite n° 19401 (Sénat) du 7 juillet 2011 et réponse du Ministère chargé des affaires européennes le 25 août 2011 :** « Application du règlement (CE) n° 1236/2005 du Conseil du 27 juin 2005 concernant le commerce de certains biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la peine capitale, la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants »
- 11 **Règlement (CE) N° 1236/2005 du Conseil du 27 juin 2005 – Modifications du règlement**